

V<sup>èmes</sup> Journées Internationales de l'AICFM  
Association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance  
11, 12 et 13 septembre 2013

Le Quotidien de l'Économie du jeudi 12 septembre 2013

MICROFINANCE

## 15% de contribution au système bancaire en 2012

Des chiffres qui, d'après le ministre des Finances, montrent que le secteur des microfinances se porte bien au Cameroun.



Cérémonie d'ouverture du colloque sur la microfinance

**A**u 31 décembre 2012, les établissements de microfinance au Cameroun avaient enregistré sur un échantillon de 350 établissements de microfinances (EMF), 387 milliards FCFA de dépôts et 232 milliards d'encours de crédits. Soit, près de 15%

des dépôts et des crédits effectués dans le système bancaire au Cameroun. A ce jour, ces EMF enregistrent environ 1,3 millions de clients. Des résultats qui d'après le ministre des Finances (Minfi) montrent à suffisance que ce secteur se porte bien au Cameroun. « Ce sont

des résultats éloquentes. Avec plus de 230 milliards de FCFA que ce secteur injecte dans notre économie, il contribue à l'épanouissement des épargnants et aide ces derniers à financer leurs projets », comme l'a affirmé Alamine Ousmane Mey. Il présidait la cérémonie d'ouverture officielle de la 5<sup>ème</sup> édition des journées internationales de la microfinance qui se déroule à l'université de Douala depuis hier 11 septembre 2013. Initiées par l'Association internationale des chercheurs francophones en microfinance (Aicfm), elle est organisée par l'université de Douala à travers ses écoles, notamment l'Essec (Ecole supérieur des sciences économiques et commerciales) et l'Enset (Ecole normale supérieure de l'enseignement technique. Ce, en partenariat avec le Laboratoire d'économie d'Orléans et les universités d'Orléans et Rouen (France).

Abondant dans le même sens que le Minfi, Valéry Barribuin, chef

d'agence Foccep SA à Douala, ce secteur va bien dans la mesure où les microfinances remplissent bien les missions qui leur sont assignées. A savoir, « bancariser les non bancarisés, apporter des crédits à ceux qui ne peuvent pas les avoir, tous ceux qui n'ont pas accès aux banques peuvent désormais recourir aux EMF... », explique-t-il. Désormais, avec les microfinances, « tous ceux qui sont rejetés par les banques trouvent leur compte dans les EMF. Les personnes à petites ressources peuvent recourir à la microfinance pour prendre des crédits et financer leur projets », explique un universitaire congolais. Toutefois, malgré ce léger mieux dans ce secteur, les experts venus du monde entier vont débattre pendant trois jours afin de trouver des propositions pour la professionnalisation, la consolidation, le renforcement du secteur au Cameroun.

SANDRINE GAINGNE



Laboratoire d'Economie d'Orléans

DIFFICULTÉS

# Le management en question

Selon les experts, la mauvaise gestion des microfinances freine le développement de ce secteur.

Le secteur de la microfinance fait face à de nombreuses difficultés au Cameroun comme l'ont souligné les experts présents à la 5ème édition des journées internationales de la microfinance. L'on se souvient encore de plusieurs établissements qui ont fait banqueroute à l'instar de Cofinest. Au mois de juillet dernier, 34 EMF issus d'une dizaine de villes du Cameroun avaient vu retirer leurs agréments sur décision du ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey. Les motifs majeurs de ces retraits, étaient entre autres la cessation des paiements et l'arrêt des activités. Selon plusieurs experts, le management est à l'origine de ces difficultés. « C'est souvent le problème de gouvernance qui fait problème dans les établissements de microfinance. La gouvernance c'est l'art de gouverner, la prise de décision, l'exercice de pouvoir. Or, parfois, des élus se servent dans les caisses de la microfinance », révèle Michel



Une microfinance victime de management

Lelart, président de l'Association internationale des chercheurs francophones en microfinance (Aicfm). En fait, plusieurs dirigeants d'EMF financent leurs propres projets avec les dépôts des clients, apprend-on. En dehors de ce problème, les experts pointent un doigt accusateur

sur le refinancement de la microfinance. L'accès au refinancement bancaire auprès de la BEAC constitue pour ces derniers une entrave. Car, il est un privilège réservé aux seuls établissements de crédit. Cette difficulté les empêche de disposer d'une surface financière suffisante pour garantir le

remboursement des dépôts. Bien plus, « Les EMF n'ont pas une capacité de refinancement. Ils brassent beaucoup d'argent, mais ils n'ont pas le professionnalisme nécessaire », souligne un universitaire congolais. Et aussi, selon le ministre des Finances, ces EMF ont une insuffisance et une inadéquation des services financiers. D'après certains experts, « le soutien financier de l'Etat est insuffisant. Nous n'avons pas de subvention et en plus, les impôts qui sont élevés ne nous aident pas », confie un responsable de microfinance.

Une autre difficulté décrite lors de cette conférence est le client lui-même qui n'a pas de projet solide. Selon Gabriel Njoya, représentant de l'Association nationale des établissements de microfinance du Cameroun (Anemcam) à cette conférence, les clients sont des épargnants nets qui épargnent sans toutefois utiliser leur argent

SANDRINE GAINGNE

**Alamine Ousmane Mey,**

Ministère

### « Il faut anticiper sur les crises futures »

« Actuellement au Cameroun, plus de 350 établissements de microfinance (EMF) sont opérationnels. Toutefois, il faut relever que le développement d'un tel secteur ne peut être que confronté à des dysfonctionnements. Par conséquent, il convient aux chercheurs, aux scientifiques, et aux acteurs de la microfinance d'échanger leurs expériences pour en tirer des leçons. Ce colloque sur les EMF devrait permettre à ces derniers de proposer des solutions sur la base de leur expérience, pour une émergence du secteur. Ils doivent anticiper sur les crises futures et éventuelles, pour faire en sorte que nous soyons en face d'un secteur stable. Ceci permettra à ces établissements d'avoir une stabilité financière pérenne de manière à éviter les risques systémiques qui peuvent endommager le tissu financier camerounais et sous-régional. »

**Justin Bomda, participant**

### « L'innovation les produits »

« De manière générale, le secteur de la microfinance se porte bien, malgré les cas de fermeture d'EMF que nous avons enregistré récemment. Pres de 90% à 92% de ces établissements financiers sont des structures de 1ère catégorie appartenant à des réseaux solides comme MC2 et Camcul. Mais, pour être au pas surtout avec la nouvelle stratégie nationale qui intègre la finance inclusive, il va falloir que ces structures innovent en termes de produits et de services. Les EMF doivent réfléchir et adapter des solutions informatiques, technologiques pour mieux servir leur clientèle. On parle par exemple aujourd'hui du mobile banking, d'e-banking. Les EMF doivent donc rapidement s'adapter pour bénéficier de tout l'arsenal qui va être mis en place. Il faudrait également au niveau des EMF un personnel plus aguerri. »

**Michel Lelart, président Aicfm**

### « Encadrer suffisamment les EMF »

« Le Cameroun est un véritable laboratoire pour les chercheurs en termes de microfinance, car le pays regorge d'un grand nombre d'EMF et le poids des activités des établissements est assez important. Aujourd'hui, il est question d'améliorer le secteur. Et, pour y arriver, il faut un encadrement suffisant des microfinances. Il faudrait aussi élaborer des lois qui permettent vraiment le développement. En plus, le gouvernement doit développer des initiatives pour faire comprendre et faire connaître la microfinance. »